

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/M/14

15 août 2002

(02-4463)

Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LE 10 JUILLET 2002

Note du Secrétariat

1. Le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce s'est réuni le 10 juillet 2002 sous la présidence de M. Vassili Notis (Grèce). Il a adopté l'ordre du jour contenu dans l'aérogramme WTO/AIR/1846.

A. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DE L'ACCORD SUR LES MIC

2. Le Président a indiqué que les notifications présentées au titre de l'article 6:2 étaient énumérées dans le document G/TRIMS/N/2/Rev.9. Le Taipei chinois et la Chine avaient présenté récemment des notifications (figurant respectivement dans les documents G/TRIMS/N/2/Rev.9/Add.4 et 5). Un certain nombre de Membres ne s'étaient pas encore conformés à l'obligation de notification. Le Président a rappelé la décision prise en septembre 1996 par le Comité au sujet des procédures relatives à la présentation de notifications au titre de l'article 6:2, et exhorté tous les Membres à présenter les notifications le plus tôt possible.

3. Le Comité est convenu de revenir sur ce point à sa réunion suivante.

B. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE EN SUSPENS – ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

4. Le Président a rappelé la décision du Conseil du commerce des marchandises (CCM) prise à sa réunion du 7 mai 2002, par laquelle il a confié au Comité des MIC la responsabilité de mener les travaux sur les questions de mise en œuvre en suspens visées aux tirets 37 à 40 du document JOB(01)/152/Rev.1 et de rendre régulièrement compte au CCM de l'avancement de ces travaux. Ces questions sont les suivantes:

- Tired 37: Les pays en développement auront une autre possibilité de notifier les MIC existantes qu'ils seraient alors autorisés à maintenir jusqu'à la fin de la nouvelle période de transition.
- Tired 38: Les dispositions de l'article 5:3 doivent être dûment modifiées et rendues impératives.
- Tired 39: Les pays en développement seront exemptés des disciplines régissant l'application des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, par l'inclusion d'une disposition d'habilitation aux articles 2 et 4.
- Tired 40: Des dispositions spécifiques seront incluses dans l'Accord afin de donner aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour mettre en œuvre des politiques de développement (visant à répondre entre autres aux préoccupations

sociales, régionales, économiques et technologiques) qui pourraient aider à réduire les disparités vis-à-vis des pays développés.

5. Il a également mentionné la décision prise par le Comité des MIC lors de sa réunion du 21 mai d'inviter le Président du Comité à faire, après chaque réunion du Comité des MIC, un rapport oral au CCM sur les faits nouveaux intervenus et les débats concernant ce point de l'ordre du jour. Il avait présenté le premier de ces rapports à la réunion du CCM, le 13 juin. Il a fait observer que les Membres n'avaient fait parvenir aucune nouvelle communication écrite pour indiquer comment ils pensaient qu'une solution satisfaisante pourrait être trouvée pour répondre à leurs préoccupations concernant les tirets en question. Il a rappelé que le Comité des MIC avait été invité à présenter au CCM un rapport final sur ses débats concernant les questions de mise en œuvre en suspens, et que la dernière réunion du Comité pour l'année en cours devait se tenir le 14 octobre. Il a ensuite invité les Membres à formuler des observations au sujet des tirets 37 à 40.

6. Le représentant du Brésil a indiqué que sa délégation présenterait d'ici peu au CCM une communication écrite sur ces questions. Rappelant le paragraphe 12 b) de la Déclaration ministérielle de Doha, il a dit que les questions de mise en œuvre en suspens qui étaient visées dans ce paragraphe incluaient les questions contenues dans les tirets 37 à 40. En outre, l'article 9 de l'Accord sur les MIC comportait des dispositions détaillées au sujet de l'examen de cet accord, dispositions qui prévoyaient la possibilité pour les Membres de proposer des amendements au texte de l'Accord. De plus, les questions relatives aux MIC avaient aussi été examinées dans le cadre des débats du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement en vertu des dispositions du paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha. Dans cette toile de fond, il souhaitait clarifier les arguments qui justifiaient le tiret 40, qui émanait d'une proposition présentée par le Brésil dans le cadre des préparatifs de la Conférence ministérielle de Seattle. Du point de vue de sa délégation, depuis la fin du Cycle d'Uruguay et l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC, l'argument contre les mesures concernant l'investissement avait perdu beaucoup de sa force théorique. Les nouveaux développements de la théorie du commerce international avaient soulevé des doutes sur les modèles de concurrence parfaite, qui étaient de plus en plus considérés comme irréalistes ou fondés sur des hypothèses contestables. En outre, l'argument selon lequel le recours aux MIC entraînerait inévitablement des distorsions dans les échanges n'avait pas été corroboré par des données empiriques concluantes. L'étude conjointe récente des Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED (G/C/W/307 et Add.1) était pertinente à cet égard. S'il était vrai que cette étude n'apportait pas d'argument décisif en faveur de la teneur en éléments d'origine nationale, de l'équilibre des échanges ou des prescriptions de résultats en matière d'exportation, elle infirmait cependant dans une certaine mesure l'idée selon laquelle il n'y aurait pas de distorsions dans les échanges ou il y en aurait moins en l'absence de prescriptions de ce type. L'histoire fournissait maints exemples de l'utilité des mesures concernant l'investissement pour atteindre des objectifs de développement et pour compenser les distorsions qu'introduisent dans les échanges commerciaux certains comportements d'entreprise, qui pourraient avoir des répercussions plus préjudiciables sur l'allocation des ressources que les mesures concernant l'investissement en tant que telles. Il a souligné que d'autres mesures que l'OMC estimait compatibles avaient en fait introduit davantage de distorsions dans les échanges, en particulier dans les secteurs intéressants pour les exportations des pays en développement, que les mesures concernant l'investissement. Les règles d'origine préférentielles en fournissaient un exemple.

7. L'Accord sur les MIC n'avait pas tenu compte des inégalités structurelles évidentes entre les Membres et, en dehors des périodes transitoires qui avaient déjà expiré, l'architecture de l'Accord ne comprenait aucune clause spécifique concernant un traitement spécial et différencié. L'absence de clauses effectives et efficaces à cet égard avait fait de l'Accord sur les MIC un exemple de traitement spécial et différencié "inverse" dans la mesure où il imposait le même niveau d'obligations à des pays qui étaient fondamentalement différents. Alors que les pays développés avaient disposé de décennies pour choisir quand, comment et à quels secteurs économiques appliquer ces mesures, les disciplines de l'Accord sur les MIC avaient dénié aux pays en développement le droit d'en faire autant. Étant

donné que l'article 4 ne permettait pas de traiter ces problèmes, il était insuffisant. Ainsi que l'avait montré l'expérience, on ne pouvait poser *a priori* le postulat que les mesures concernant l'investissement étaient en elles-mêmes de nature à restreindre ou à fausser les échanges. Quoi qu'il en soit, s'il était avéré qu'une mesure appliquée par un pays en développement faussait directement et de manière substantielle les échanges et portait un préjudice grave aux intérêts commerciaux d'un autre Membre, il serait *a priori* plus approprié d'adopter une approche au cas par cas pour remédier à ces effets négatifs.

8. Le représentant du Brésil a indiqué que la proposition du tiret 40 consistait à introduire des dispositions spécifiques dans l'Accord sur les MIC afin de donner aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour mettre en œuvre des politiques de développement visant à répondre à des préoccupations sociales, régionales, économiques et technologiques et qui pourraient aider à réduire les disparités par rapport aux pays développés. Il a estimé qu'il serait utile de se référer aux débats qu'avait eus le Groupe de travail des liens entre commerce et investissement au sujet des "dispositions relatives au développement", qui étaient l'un des éléments du paragraphe 22 de la Déclaration de Doha. Ces débats avaient clairement montré que la question de la flexibilité ne pouvait être traitée de façon satisfaisante par des engagements préliminaires, des clauses d'effort maximal, une assistance technique ou des périodes transitoires, en l'absence d'engagements plus substantiels et plus opérationnels dans le cadre de l'architecture de tout accord relatif à l'investissement. À cet égard, sa délégation souscrivait à l'évaluation décrite dans les paragraphes 15 à 19 de la note du Secrétariat sur les dispositions relatives au développement (WT/WGTI/W/119). Gardant à l'esprit que la flexibilité ne serait d'aucune utilité à moins qu'elle ne fasse partie intégrante du contenu et de la structure de toute discipline, quelle qu'elle soit, sa délégation avait proposé dans le tiret 40 d'introduire dans l'Accord sur les MIC des dispositions autorisant effectivement les pays en développement à prendre des mesures concernant l'investissement afin d'atteindre des objectifs économiques, sociaux et technologiques spécifiques, et permettant dans le même temps à tout Membre dont les intérêts commerciaux seraient lésés par ces mesures à recourir à des mesures pour remédier à ces effets préjudiciables. C'était une suggestion qui nécessitait une analyse plus approfondie afin de déterminer les procédures à mettre en place, comme par exemple la notion d'un "lien de causalité". Telle était l'intention qui avait motivé la proposition initiale de sa délégation concernant le tiret 40, proposition au sujet de laquelle elle entendait apporter plus de précisions dans une communication ultérieure.

9. Le représentant de l'Inde a indiqué que sa délégation avait déjà donné des explications sur sa communication (WT/GC/W/203), qui avait été présentée dans le cadre de la préparation de la Conférence ministérielle de Seattle et qui avait soulevé certaines préoccupations de mise en œuvre au sujet de l'Accord sur les MIC. Certaines de ces questions avaient été examinées dans la phase préparatoire à la Conférence de Doha, et un certain nombre d'autres questions restaient en suspens. À Doha, les Ministres avaient clairement indiqué que toutes les négociations concernant les questions de mise en œuvre en suspens devaient faire partie intégrante du programme de travail. Se référant au paragraphe 12 b) de la Déclaration ministérielle de Doha, le représentant de l'Inde a rappelé que ces questions devaient être traitées en tant que questions prioritaires par les organes pertinents de l'OMC, qui devaient rendre compte au Comité des négociations commerciales d'ici à la fin de 2002 pour suite à donner. Sa délégation avait déjà formulé des observations détaillées au sujet des tirets 37 à 39, observations qui mettaient en lumière certaines questions clés dans ce contexte. Il souscrivait pleinement aux observations du Brésil quant au rôle et à l'importance des prescriptions de résultats en tant qu'instrument permettant aux pays en développement de poursuivre leurs objectifs dans le domaine social et le domaine du développement, de même qu'il souscrivait aux observations concernant les déséquilibres de l'Accord sur les MIC. Sa délégation attendait avec intérêt la communication du Brésil et les discussions futures sur les questions de mise en œuvre en suspens.

10. Le représentant de l'Inde a répété que l'Accord sur les MIC déniait aux pays en développement la possibilité de recourir à certaines prescriptions de résultats accessoires à l'investissement, en particulier les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale.

À son avis, tous les pays étaient passés par plusieurs stades de développement et, à chaque stade, il leur fallait des instruments de politique de développement différents. Les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale étaient un instrument de politique économique essentiel pour créer des industries locales. Le fait qu'un seul pays parmi les moins avancés ait notifié une MIC montrait que les pays ne pouvaient utiliser avec profit les mesures concernant les investissements et liées au commerce ainsi que d'autres types de prescriptions de résultats que lorsqu'ils atteignaient un stade de développement déterminé. Comme l'avaient montré l'étude conjointe OMC/CNUCED et d'autres études, les pays développés avaient utilisé ces mesures pendant de longues périodes de temps lorsqu'ils se trouvaient à un stade intermédiaire ou avancé de développement. Par contre, un grand nombre de pays à faible revenu et de pays les moins avancés se voyaient dénier l'utilisation de ces instruments de politique de développement avant même que, dans leur processus de développement, certains secteurs aient atteint le seuil où ils pouvaient tirer parti des MIC. Ces pays devraient donc avoir la possibilité de recourir aux MIC pour faire face à leurs besoins spécifiques en matière de développement et à leurs besoins financiers et commerciaux. Ils ne devraient pas se voir dénier la possibilité d'utiliser cet instrument important lorsqu'ils atteignent un certain stade de leur processus de développement.

11. Il a souligné que l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC avait donné aux Membres une période de temps limitée de 90 jours pour notifier les MIC incompatibles avec les dispositions de l'Accord aux fins de leur élimination. L'Accord et la liste qu'il contenait à titre indicatif étaient si complexes que la plupart des pays en développement et des pays les moins avancés n'avaient pas une idée précise des mesures qu'ils étaient tenus de notifier. C'est la raison pour laquelle de nombreux pays avaient notifié les mesures longtemps après que le délai fixé ait expiré. Il était clair qu'il faudrait offrir aux pays en développement et aux pays les moins avancés une nouvelle possibilité soit de notifier les MIC existants dont ils n'avaient pas encore fait état, soit de prendre une nouvelle mesure et de la notifier en tant que MIC. Les périodes de transition de cinq et sept ans retenues pour ces pays n'avaient pas servi à grand chose parce qu'elles étaient basées sur l'hypothèse que les pays en développement seraient non seulement parvenus à un mode de croissance durable pendant cette période de temps, mais aussi qu'ils auraient rattrapé les pays développés. Les pays en développement étaient à des stades de développement économique différents. À mesure que leur processus de développement s'accélérait, ces pays ont en général cherché à développer leurs industries. Les négociations du Cycle d'Uruguay n'avaient pas permis d'introduire véritablement la dimension développement dans l'Accord sur les MIC. Pour que les pays en développement puissent maintenir les MIC pendant tout le temps exigé par leurs besoins de développement, il était nécessaire d'allonger les périodes de transition en introduisant des clauses de validité temporaire liées à des critères objectifs tels que le revenu par habitant ou d'autres paramètres objectifs. L'article 5:3 de l'Accord sur les MIC prévoyait la possibilité de prolonger la période de transition à la demande d'un Membre et, dans ce processus, le Conseil du commerce des marchandises devait tenir compte des besoins particuliers du Membre en question en matière de développement et dans les domaines financier et commercial. Des critères objectifs étaient nécessaires dans ce contexte pour déterminer les besoins des Membres considérés individuellement.

12. Le représentant de l'Inde a indiqué que le Rapport sur l'investissement dans le monde 2001 de la CNUCED soulignait le rôle joué par les prescriptions en matière de teneur en éléments d'origine nationale dans la création de relations interindustrielles, qui étaient une condition fondamentale de l'industrialisation. Le fait qu'un grand nombre de pays développés et de nouveaux pays industriels avaient utilisé avec succès les MIC et d'autres prescriptions de résultats pendant leur processus d'industrialisation soulignait le rôle crucial que ces mesures pouvaient jouer dans ce processus. Il était vrai que, si ces mesures étaient utilisées indéfiniment et sans discrimination pendant une longue période de temps, elles pourraient être source d'inefficacité économique. Toutefois, si les prescriptions en matière de teneur en éléments d'origine nationale et d'autres prescriptions de résultats se révélaient peu utiles pour le développement, les pays en développement eux-mêmes décideraient de ne pas y recourir. Il a souligné que diverses études empiriques avaient montré que les filiales de certaines entreprises transnationales achetaient l'essentiel de leur importations auprès de leur

maison-mère ou de sociétés affiliées, n'achetant qu'une petite proportion de leurs approvisionnements auprès de fournisseurs non affiliés dans les pays d'accueil ou dans des pays tiers. Le Rapport sur le commerce et le développement de la CNUCED pour 2002 avait souligné le maigre bilan des entreprises transnationales sur le plan de la création de valeur ajoutée et de relations interindustrielles.

13. Il était important que les pays en développement conservent la possibilité de recourir aux prescriptions de résultats pour s'assurer que les investissements étrangers contribuaient à la réalisation de leurs objectifs de développement. C'est avec ce principe à l'esprit que sa délégation avait proposé que les pays en développement Membres aient le droit de maintenir les MIC prohibées à l'heure actuelle par l'Accord sur les MIC aussi longtemps que leur revenu par habitant restait en deçà d'un seuil donné. Mais d'autres critères objectifs pourraient être retenus à cette fin. La flexibilité devrait être maintenue jusqu'à ce que le revenu par habitant du Membre considéré dépasse un niveau déterminé à l'avance. Sa délégation espérait bien qu'un dialogue constructif et sérieux pourrait être engagé au sein du Comité au sujet de cette proposition, qui, si elle était acceptée, offrirait aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour poursuivre leurs politiques de développement. L'Inde développerait plus tard son point de vue sur cette proposition.

14. La représentante de la Colombie a réitéré l'intérêt que portait sa délégation à l'examen des questions de mise en œuvre en suspens. À son avis, il avait été difficile pour les négociateurs du Cycle d'Uruguay d'évaluer le degré exact de flexibilité dont les pays en développement avaient besoin. Toutefois, l'expérience avait montré que la période de transition n'avait pas été suffisamment longue et que la réalité à laquelle étaient confrontés les pays en développement exigeait une plus grande flexibilité. Sa délégation reconnaissait qu'un grand nombre d'obstacles théoriques avaient été levés, ce qui impliquait un ajustement des disciplines de l'Accord sur les MIC à ce sujet. Elle partageait également le point de vue du Brésil au sujet de la flexibilité. C'est la raison pour laquelle sa délégation estimait que la proposition présentée dans le tiret 40 était une importante contribution à la mise en œuvre effective de la dimension développement. Quant à la question de savoir comment le faire, elle estimait que le tiret 40 comportait des critères horizontaux utiles tels que les préoccupations d'ordre social, régional et technologique. Ces critères objectifs seraient très utiles pour les travaux futurs du Comité. Sa délégation trouvait aussi que la suggestion du Brésil concernant les mesures destinées à compenser les effets commerciaux potentiels des MIC était intéressante et elle attendait avec intérêt les précisions qu'apporterait la prochaine communication du Brésil à ce sujet.

15. Le représentant de la Chine a souligné que, bien que sept mois se soient écoulés depuis le lancement des négociations lors de la Conférence ministérielle de Doha, il n'y avait eu que peu de progrès accomplis. Si un grand nombre de pays en développement avaient pris toute une panoplie de mesures pour ouvrir davantage leurs marchés et poursuivre leurs réformes structurelles, ce qui avait permis de faire avancer de façon substantielle la libéralisation des échanges internationaux et le processus de mondialisation économique, les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui existaient dans les Accords de l'OMC avaient grandement érodé la confiance des pays en développement dans le système commercial multilatéral et douché leur enthousiasme au sujet des nouvelles négociations, ce qui expliquait en grande partie la situation où se trouvaient les négociations à l'heure actuelle. Il a indiqué que, même après la Conférence ministérielle de Doha, le problème de confiance se posait encore, en particulier pour les pays en développement Membres. Sa délégation attachait une grande importance à la mise en œuvre des dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans tous les Accords de l'OMC existants. Elle souscrivait pleinement au point de vue de ceux qui estimaient que l'examen en cours dans le cadre du Comité des MIC devait être centré sur les questions de mise en œuvre en suspens et viser à clarifier et améliorer les dispositions de l'Accord qui s'y rapportaient. Sa délégation était convaincue que l'examen de la mise en œuvre et les nouvelles négociations tiendraient pleinement compte des intérêts des Membres en développement, ce qui permettrait de faciliter le développement économique et commercial de ces pays. La Chine soutenait l'examen des questions de mise en œuvre en suspens visées aux tirets 37 à 40 au sujet de l'Accord sur les MIC, en espérant que ces débats déboucheraient sur des avantages concrets pour les pays en

développement Membres et qu'il serait tenu compte de leurs préoccupations en matière de développement et de leurs préoccupations financières et commerciales.

16. Le représentant des Communautés européennes a indiqué qu'il serait difficile de faire beaucoup de progrès sur ces questions tant que les Membres ne disposeraient pas d'une meilleure base de discussion et c'est pourquoi il attendait avec intérêt les communications qui avaient été annoncées. Il a fait diverses observations au sujet des interventions du Brésil, de l'Inde, de la Colombie et de la Chine. Il pensait que l'une des raisons pour lesquelles l'étude conjointe OMC/CNUCED n'était pas pertinente tenait au fait que la plupart de ses résultats dataient des années 80 et qu'il jugeait par conséquent que ces éléments d'information n'étaient pas suffisamment récents pour tirer quelque conclusion que ce soit dans le contexte actuel, où les décisions concernant la localisation des investissements étaient prises dans un environnement nettement plus rapide et plus dynamique. Il convenait que les résultats de l'étude étaient ambigus et qu'ils ne pourraient pas donner aux Membres beaucoup d'indications sur la conduite à tenir. Il était plus important de regarder ce qui était arrivé au cours des dix dernières années et de voir comment les pays avaient supprimé leurs MIC, en particulier dans le secteur de l'automobile. Il estimait qu'il était très important qu'un pays comme la Chine ait décidé d'adhérer à l'OMC en s'engageant clairement à n'appliquer aucune MIC. Cette évolution et les conclusions tirées par certains pays devraient faire partie des débats du Comité des MIC, et les Membres souhaitent peut-être examiner plus avant les raisons de cet état de choses. Au sujet des inefficacités à long terme dont avait parlé l'Inde, il a indiqué que ces inefficacités apparaîtraient très rapidement aujourd'hui si des MIC étaient appliquées.

17. Il a contesté l'interprétation selon laquelle l'Accord sur les MIC était un exemple de traitement spécial et différencié "inverse". Comme sa délégation l'avait souligné à plusieurs occasions, l'Accord sur les MIC ne faisait rien de plus que de développer les dispositions des articles III et XI du GATT. Si l'argument des partisans de cette interprétation était que ces dispositions ne devraient pas s'appliquer à tous les Membres de l'OMC parce que le traitement national n'était pas indispensable pour harmoniser les règles du jeu, alors les Membres devraient se poser de sérieuses questions sur les fondations mêmes du système du GATT. Il était exagéré de dire qu'il n'y avait pas d'équité parce que les règles de base étaient applicables à tous les Membres. Il estimait qu'il y avait une grande flexibilité et que le traitement spécial et différencié prévu par l'Accord sur les MIC prévoyait l'introduction progressive de l'extension de la période de transition dans la mesure où cela se justifiait. C'était précisément ce qui avait été fait. Certains Membres avaient utilisé dans toutes les limites du possible l'élément de traitement spécial et différencié de l'Accord sur les MIC. Sa délégation, pas plus que d'autres, ne s'était opposée à ce genre d'extension lorsqu'il avait été démontré que les impératifs de développement la rendaient nécessaire. Il ne fallait donc pas oublier que ces instruments existaient et que certains Membres avaient pu les utiliser. Cela militait en faveur du système actuel et non contre lui.

18. Notant que la proposition du tiret 40 se référait à un certain nombre de politiques régionales, sociales et autres que les pays en développement voudraient mettre en œuvre, il a demandé si les Membres connaissaient réellement quelles étaient, parmi ces politiques et ces mesures, celles qui étaient compatibles avec les règles actuelles. Il n'existait aucune règle exigeant qu'un pays utilise les clauses relatives aux éléments d'origine locale et à l'équilibre des échanges pour atteindre ces objectifs. Il estimait qu'il y avait déjà une grande flexibilité dans le traitement spécial et différencié et d'autres dispositions, et il préférerait discuter de la question de savoir pourquoi il fallait violer les dispositions des articles III et XI du GATT telles qu'incorporées dans l'Accord sur les MIC pour atteindre ces objectifs. Son interprétation était qu'il existait déjà un nombre assez important de mesures que les Membres pouvaient utiliser dans le cadre du scénario existant. Il se demandait s'il s'agissait juste de conférer une plus grande certitude à certaines de ces politiques ou s'il fallait réellement rouvrir l'Accord. En réponse à l'observation de la Chine, il estimait également qu'il y avait débat sur la façon de savoir comment mettre en œuvre le traitement spécial et différencié, mais il ne pensait pas que l'Accord sur les MIC était un très bon exemple pour critiquer l'absence de mise en

œuvre du traitement spécial et différencié parce que les dispositions de l'Accord avaient été utilisées de bonne foi, tant par les pays qui sollicitaient leur application que par l'ensemble des Membres, qui avaient approuvé certaines des demandes d'extension présentées 12 mois auparavant au Conseil du commerce des marchandises.

19. Le représentant du Canada a dit que sa délégation avait écouté les arguments avancés en faveur des propositions présentées dans les tirets 37 à 40, mais qu'elle n'était toujours pas convaincue de la nécessité de modifier l'équilibre des droits et obligations contenus dans l'Accord sur les MIC. Comme il l'avait indiqué lors de la réunion précédente, du point de vue du Canada, l'Accord sur les MIC était suffisamment flexible pour tenir compte de ces prescriptions. Il souscrivait à l'opinion des CE quand elles disaient que l'Accord était une application des articles III et XI du GATT. Il mettait par ailleurs en garde contre une confusion possible au sujet de l'examen des questions de mise en œuvre, qu'il fallait distinguer de l'examen prévu par les dispositions de l'article 9 et des débats du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement.

20. La représentante des États-Unis a dit que, nonobstant les précisions sur les propositions qui avaient été fournies lors de la réunion, certaines des préoccupations dont sa délégation avait fait état précédemment n'avaient pas été traitées. La principale d'entre elles concernait tout ce qui pouvait remettre en cause les décisions relatives à l'extension des MIC, décisions qui avaient été prises en juillet dernier après deux années de débats. Sa délégation attendait avec intérêt les précisions écrites ou les observations complémentaires qui lui permettraient de comprendre ce qui motivait ces propositions. Si elle comprenait ce qui avait été dit à propos des besoins de développement, comme l'avaient souligné le Canada et les CE, sa délégation ne voyait pas pourquoi le cadre existant ne fournissait pas déjà une structure pour tenir compte de ces préoccupations. À cet égard, elle approuvait pleinement les commentaires formulés par ces délégations à cette réunion ainsi que les observations émises par l'Australie lors de la précédente réunion du Comité. Bien qu'on ait dit à sa délégation que les propositions des tirets 37 à 40 ne remettaient pas en cause les décisions prises en juillet dernier et que les Membres honoreraient les engagements pris au sujet de ces décisions, tout ce qu'elle avait entendu tendait à persuader sa délégation du contraire.

21. Elle a demandé pourquoi d'autres dispositions des Accords de l'OMC ne permettraient pas de donner suite à certaines demandes de dérogation aux dispositions des articles III et XI du GATT. Sa délégation estimait que l'Accord sur les MIC lui-même prévoyait la possibilité d'un traitement spécial et différencié pour autoriser certains pays en développement à utiliser des MIC, pour l'essentiel celles qui étaient déjà incompatibles avec les dispositions des articles III et XI du GATT, pendant une période de temps plus longue. Sa délégation n'était pas intéressée par les extensions généralisées. Comme les États-Unis l'avaient indiqué à maintes occasions lors des débats concernant l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC, ils préféraient examiner les demandes d'extension des MIC au cas par cas. Mais ils avaient été contraints de traiter toutes ces demandes de façon pratiquement identique pour ce qui est du type d'action corrective ou des extensions accordées. Les propositions actuelles conduiraient en fait à ouvrir une révision du GATT et à supprimer les principes contenus dans les articles III et XI, et donc à adopter le principe des exemptions généralisées. À ce propos, elle prenait note des observations des CE, qui demandaient si c'était le genre d'exercice dans lequel les Membres devaient s'engager de manière générale et pour ce qui concernait les pays en développement, qui était un groupe très différencié ainsi qu'on l'avait vu dans d'autres organes de l'OMC. Elle est convenue que tous les pays ne pouvaient être traités exactement de la même manière, qu'ils avaient tous des besoins différents en matière de développement et que leur situation différait; mais, a-t-elle rappelé, le traitement des demandes d'extension des MIC par les États-Unis avait été basé sur des discussions et des réunions bilatérales afin de pouvoir mieux cerner les besoins particuliers de pays. En même temps, les États-Unis avaient donné suite à la requête qui leur était faite de proposer un système global qui ne mettrait pas un pays dans une situation meilleure qu'un autre. Certains des Membres qui avaient demandé des extensions n'avaient pas insisté pour obtenir le même type d'extensions que

d'autres pays en développement Membres et s'étaient montrés plus assurés de mettre leurs mesures en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les MIC et des articles III et XI du GATT.

22. Sa délégation suggérait que les initiateurs des propositions réfléchissent aux dispositions existantes de l'OMC concernant les exemptions possibles dans leurs communications futures. Elle n'était pas certaine de comprendre pleinement la suggestion du Brésil, qui tendait à inclure dans l'Accord sur les MIC de nouvelles dispositions autorisant un Membre dont les intérêts seraient lésés par l'application de certaines MIC à invoquer une procédure de sauvegarde, d'autant que le fondement de sa proposition semblait être de donner carte blanche à l'application des MIC. Elle craignait que le terme de "développement" ne puisse être utilisé comme un "chèque en blanc" parce qu'elle se demandait comment on pouvait mesurer les besoins de développement quand on adoptait une approche qui signifiait apparemment que certaines mesures resteraient en place lorsqu'un pays serait parvenu au stade du "développement". De même, elle se demandait ce qu'on entendait par "développé" après avoir entendu différents arguments au sujet du développement dans diverses instances de l'OMC et après avoir entendu des pays en développement discuter entre eux de la façon dont les pays en développement devraient être traités. Toutefois, sa délégation restait prête à étudier les propositions de façon plus approfondie et se préparait avec intérêt à examiner certaines de ces préoccupations directement avec les initiateurs des propositions avant la prochaine réunion du Comité.

23. Le représentant du Japon a souligné que les Membres devraient se référer aux principes de base de l'Accord sur les MIC et des articles III et XI du GATT. L'Accord sur les MIC visait à assurer le libre mouvement des investissements, ce qui devait permettre le développement économique et industriel équilibré de tous les pays. Il s'est fait l'écho du représentant des CE, qui estimait que les Membres devraient examiner l'évolution récente des échanges. On notait une internationalisation croissante de la base industrielle du monde, à mesure que de plus en plus d'entreprises établissaient leurs unités de production dans différents pays. Il fallait tenir compte de cette nouvelle tendance. Parmi les pays asiatiques, la tendance principale était d'assouplir les restrictions pesant sur l'investissement afin d'instaurer un environnement plus attrayant pour les investisseurs potentiels, dans l'idée que la libéralisation des investissements serait profitable à leurs propres économies. En examinant la façon de traiter les questions de mise en œuvre, les Membres devraient garder tout ceci à l'esprit ainsi que les principes fondamentaux de l'OMC. En ce qui concernait les arguments avancés par les initiateurs des propositions présentées dans les tirets 37 à 40, le Japon, comme d'autres pays, restait peu convaincu de la nécessité de modifier en quoi que ce soit l'Accord sur les MIC. Toutefois, sa délégation restait ouverte aux propositions émises pour traiter les préoccupations soulevées et attendait avec intérêt les communications écrites qui devaient être présentées dans les semaines à venir.

24. Le représentant du Pakistan a souligné que les questions de mise en œuvre qui avaient été soulevées par un nombre important de Membres restaient en suspens. Les débats s'étaient poursuivis après Seattle comme un exercice destiné à renforcer la confiance, mais ces questions étaient restées sans solution jusqu'à la Conférence ministérielle de Doha. À Doha, les Ministres avaient déclaré qu'ils étaient déterminés à trouver des solutions appropriées aux questions de mise en œuvre en suspens. En ce qui concernait les décisions qui avaient été prises en juillet dernier au sujet des MIC, il a confirmé que sa délégation ne les contestait pas. Toutefois, le fait était que le mandat de Doha était venu bien plus tard. Il voulait rappeler à toutes les délégations que les Ministres avaient donné l'instruction claire d'examiner ces questions et de leur trouver une solution appropriée. Sa délégation attendait aussi avec intérêt les communications annoncées par le Brésil et l'Inde et espérait que les discussions de fond se poursuivraient de manière fructueuse afin de trouver des solutions aux questions présentées dans les tirets.

25. Le représentant du Brésil a dit que sa délégation s'efforçait d'engager des discussions franches, constructives et concrètes sur ces questions, dans le cadre du mandat énoncé dans le

paragraphe 12 de la Déclaration de Doha. Il a invité les autres délégations à faire de même. Si l'on se contentait de répéter que l'Accord sur les MIC maintenait un équilibre approprié entre les droits et obligations et qu'il ne fallait pas remettre cet équilibre en cause, on ne ferait pas avancer les débats puisque l'essentiel de l'argument de sa délégation et l'hypothèse fondamentale sur laquelle reposait le mandat de Doha sur les questions de mise en œuvre, hypothèse partagée par plusieurs Membres de l'OMC, étaient que cet équilibre n'existait pas. Il a demandé aux délégations qui avaient une opinion différente de présenter des arguments pour étayer leur point de vue. Sa délégation s'efforçait d'expliquer pourquoi elle estimait qu'il y avait un déséquilibre et une disparité entre les droits et obligations liés à l'Accord sur les MIC. Pour éviter tout malentendu, il a expliqué que sa délégation ne voulait pas donner à penser que les Membres devraient être contraints d'utiliser des MIC. C'était plutôt le contraire: les pays qui décidaient d'utiliser des mesures concernant les investissements devraient être autorisés à le faire. Il a reconnu que, dans certains cas, leur utilisation pourrait aller à l'encontre du but recherché sur le plan économique. Toutefois l'argument de sa délégation était que les pays devraient être autorisés à recourir à ce type de mesures et que les Membres qui pourraient estimer que leurs intérêts commerciaux – et non pas leurs intérêts en matière d'investissement – étaient lésés pourraient prendre des mesures correctives.

26. Se référant à l'observation des CE, selon laquelle les propositions concernant la mise en œuvre pourraient remettre en cause les principes de base du système commercial multilatéral, à savoir les articles III et XI du GATT, le représentant du Brésil a demandé quelle était la raison d'être de l'Accord sur les MIC s'il ne faisait rien de plus que reprendre les dispositions des articles III et XI du GATT. En réponse à l'observation des CE, qui suggéraient que les Membres envisagent d'autres moyens, compatibles avec les obligations de l'OMC, pour atteindre les objectifs gouvernementaux mentionnés dans le tiret 40, il a indiqué que des pays tels que le Brésil n'avaient pas suffisamment de fonds pour financer l'aide publique, la R&D ou des subventions, de sorte que les mesures concernant l'investissement étaient, et avaient été, un moyen efficace pour atteindre des objectifs sociaux, technologiques et de développement. En ce qui concernait les observations des États-Unis, il a demandé en quoi quelqu'un pouvait jamais prétendre que les discussions touchant les questions de mise en œuvre avaient un rapport quelconque avec les extensions de la période de transition pour les MIC accordées l'année précédente par le Conseil du commerce des marchandises. À son avis, il n'y avait absolument aucun rapport. Quant à la référence faite à un éventuel chèque en blanc, il a précisé que sa délégation ne cherchait en aucune façon ce résultat.

27. Le représentant du Mexique a indiqué que sa délégation soutenait la proposition présentée dans le tiret 37, qui tendait à offrir aux pays en développement et aux pays les moins avancés une nouvelle possibilité de notifier des mesures qui ne l'avaient pas encore été et de discuter des conditions du maintien de ces mesures jusqu'à la fin de la nouvelle période de transition. Toutefois, toute nouvelle période autorisée devrait être déterminée au cas par cas, comme on l'avait fait lors du précédent processus d'extension, parce qu'il pourrait y avoir des mesures pour lesquelles il n'y avait pas besoin d'une période de transition aussi longue. En ce qui concernait le tiret 38, sa délégation ne voyait pas la logique de l'amendement à l'article 5:3 qui était proposé. Si l'objectif de la modification était de traiter le processus de notification, le Mexique pouvait accepter cette proposition. Mais, si l'intention était de permettre aux nouveaux pays déclarants d'obtenir une nouvelle extension, cela irait à l'encontre de ce que le Mexique avait déclaré au sujet du tiret 37 et il y aurait une incohérence entre les propositions des deux tirets. Le Mexique prenait note de la proposition et invitait les parties concernées à indiquer le type d'amendement qu'elles voulaient proposer de façon à pouvoir examiner, tout d'abord, la viabilité de la proposition et, en second lieu, la question de savoir si elle était compatible avec les objectifs de l'Accord sur les MIC, et de faire le point sur les progrès réalisés jusqu'à présent dans sa mise en œuvre.

28. En ce qui concernait le tiret 39, tout en estimant comme d'autres délégations qu'il serait souhaitable de continuer d'étudier les préoccupations des autres Membres, sa délégation n'était pas disposée à accepter quoi que ce soit qui compromette l'équilibre actuel des droits et obligations

contenus dans l'Accord sur les MIC. La Déclaration de Doha témoignait dans son ensemble d'une intention claire de supprimer les disparités pour les pays qui n'avaient pas complètement intégré le système commercial multilatéral. Toutefois, la Déclaration de Doha écartait l'idée de créer des sous-catégories de pays et parlait d'aider les Membres à se conformer aux obligations telles qu'assumées jusqu'à présent. Sa délégation ne voyait aucune raison d'offrir une plus grande flexibilité pour les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, car, sinon, il n'y aurait aucune raison de permettre de nouvelles notifications. Il partageait le point de vue exprimé par d'autres délégations qui estimaient que cet amendement serait contraire aux dispositions de l'article III du GATT et de l'article 2 de l'Accord sur les MIC. En ce qui concernait la proposition du tiret 40, le Mexique jugeait que tout amendement qui modifierait l'équilibre délicat entre les droits et obligations de l'Accord sur les MIC serait inacceptable. Il a émis une mise en garde au sujet de la rédaction de la proposition du tiret 40, disant qu'elle était trop générale et qu'elle pouvait favoriser des restrictions occultes sous le couvert de politiques de développement.

29. Le représentant de la Malaisie a indiqué que les Membres avaient l'obligation d'examiner les questions de mise en œuvre, conformément aux instructions des Ministres réunis à Doha, et que les Membres devraient apprendre à distinguer ces questions des décisions de juillet 2001. À ce sujet, il tenait à faire clairement savoir que la Malaisie était tout à fait déterminée à supprimer ses MIC d'ici à la fin de 2003. À son avis, les Membres devraient être capables de discuter objectivement de ces questions et de dégager des solutions novatrices parce que telles étaient les instructions; sinon, ils n'auraient pas dû accepter qu'elles fassent partie des questions de mise en œuvre contenues dans les tirets à Doha. Il a exhorté toutes les délégations à examiner ces questions de façon approfondie et objective pour voir comment elles pourraient être résolues. Il a répété que sa délégation aurait de grandes difficultés à avaliser toute proposition qui aurait pour effet de semer encore plus la division dans les rangs des pays en développement, ce qui irait à l'encontre de l'esprit du système commercial multilatéral et de l'objectif qui consistait à renforcer ce système.

30. En réponse aux questions soulevées par les CE et les États-Unis, le représentant de l'Inde a indiqué que la principale observation que sa délégation tenait à formuler était que les négociations du Cycle d'Uruguay n'avaient pas permis d'introduire véritablement la dimension développement dans l'Accord sur les MIC. Si les pays en développement et les pays les moins avancés avaient pu disposer de périodes de transition de cinq et sept ans, c'était parce qu'on pensait que cette période leur laissait le temps d'atteindre un certain niveau de développement ou de croissance économique. Tel ne fut pas le cas; les périodes de transition ne leur avaient été d'aucune aide. Sa délégation soutenait que ce dont les pays en développement et les pays les moins avancés avaient besoin, c'était d'une plus grande flexibilité dans l'utilisation de ces instruments importants de prescription de résultats. Personne n'avait contesté l'utilisation de ces mesures par les pays développés lorsqu'ils se trouvaient à un stade intermédiaire de développement. Certains Membres actuellement parvenus au stade de développement utilisaient ces mesures de façon efficace et positive, sans engendrer de distorsions. Ces pays devraient bénéficier de la même flexibilité pour utiliser ces mesures. Sa délégation ne demandait pas un chèque en blanc; elle soutenait plutôt que les pays en développement devraient avoir la possibilité d'utiliser ces instruments à un certain stade de leur développement afin de promouvoir leur industrie nationale. À cet effet, sa délégation proposait d'adopter certains critères objectifs. Il proposait que les Membres engagent des discussions plus concrètes sur les quatre tirets et il demandait aux Membres qui avaient des questions spécifiques à poser à l'Inde qu'ils soumettent ces questions par écrit.

31. La représentante des États-Unis a rappelé que les débats portaient sur les dispositions actuelles de l'Accord sur les MIC, dont les Membres avaient déjà tiré parti, et qu'il existait d'autres dispositions, telles que celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC concernant les dérogations. Elle comprenait certaines des observations formulées par les délégations, qui estimaient que les propositions relatives à la mise en œuvre ne visaient aucunement à remettre en cause les décisions prises en juillet l'année dernière. Toutefois, pour répondre à une remarque faite par le Brésil, elle a

indiqué que les propositions visaient le maintien des MIC alors que les décisions de juillet visaient leur élimination, de sorte qu'il existait un lien direct entre les deux. Elle considérait que la dernière intervention de l'Inde était très utile. Si l'idée était que, une fois les MIC supprimées conformément aux décisions de juillet – décisions que certains Membres reconnaissaient comme toujours valides –, il pourrait y avoir des circonstances où un pays en développement demanderait d'utiliser des MIC comme instrument de développement, dans la mesure où cela n'affecterait pas l'équilibre des droits et obligations des Membres et des pays en développement en particulier, alors sa délégation était disposée à approfondir les discussions sur ce point. À cet égard, sa délégation attendait avec intérêt les suggestions de l'Inde concernant les critères objectifs.

32. Se référant à la Déclaration de Doha, la représentante des États-Unis a souligné que rien dans le paragraphe 12 n'indiquait que les Membres avaient accepté les propositions en suspens. Les Membres étaient tenus d'examiner ces propositions et de trouver des solutions, mais cela ne signifiait pas qu'ils devaient les accepter. Les États-Unis ne pourraient accepter une telle interprétation du mandat. Elle a fait observer que certains Membres, et pas seulement les pays développés, avaient de sérieuses préoccupations au sujet d'un certain nombre de propositions contenues dans le document JOB(01)/152/Rev.1. Elle doutait que toutes les propositions puissent trouver une solution qui soit satisfaisante pour leurs initiateurs. Elle avait reçu des instructions de sa capitale lui demandant de poser un certain nombre de questions aux initiateurs des propositions. L'une d'elles concernait la question de savoir pourquoi les règles existantes ne permettraient pas aux Membres d'obtenir des dérogations telles que les exemptions. Au sujet de la question des nouvelles notifications, elle a fait observer que, pour les pays qui ne se conformaient pas à l'Accord sur les MIC, il y avait toujours la possibilité d'utiliser le processus des exemptions. En tout état de cause, un certain nombre de pays en développement et de pays développés avaient supprimé les MIC, et sa délégation s'inquiétait de ce que les propositions risquaient de les faire revenir sur leur décision. Au sujet de la question du Brésil concernant l'existence de l'Accord sur les MIC, elle a rappelé que l'un des éléments de la négociation de l'Accord était de donner aux pays en développement une possibilité de prendre des MIC pour qu'ils n'aient pas à se préoccuper de solliciter une dérogation ou d'avoir à faire face à une procédure de règlement des différends pour violation des dispositions des articles III et XI du GATT. C'est à cette fin que l'Accord prévoyait certaines périodes de transition. Les Membres auraient pu se passer de l'Accord sur les MIC et ne conserver que les articles III et IX. Si cela avait été le cas, elle se demandait si les Membres auraient eu ce débat sous la rubrique mise en œuvre, ou si la voie dans laquelle ils s'étaient en fait engagés était celle d'une renégociation, non pas forcément de l'Accord sur les MIC, mais des articles III et XI of GATT.

33. Le représentant de la Suisse, rappelant que les questions d'investissement étaient aussi traitées par un autre organe de l'OMC, a souligné que toute avancée sur ces questions au sein du Comité des MIC serait particulièrement appréciée. Se référant au tiret 37, il a dit que sa proposition suggérait qu'il y avait actuellement un certain nombre de MIC qui n'avaient pas fait l'objet d'une notification. Autrement dit, il existait une "zone grise". Il était important que ces mesures soient notifiées et traitées sur la base de leur substance, ce qui, dans le cadre des règles actuelles, ne pouvait être fait qu'en passant par les dérogations. En ce qui concernait la proposition du tiret 40, sa délégation attendait avec intérêt la communication prochaine du Brésil, mais elle estimait que les politiques de développement visées dans la proposition étaient extrêmement larges. À ce sujet, il estimait que les propositions devraient être mieux définies pour que les Membres puissent en débattre. Il a aussi émis une mise en garde contre le caractère permanent de ces mesures parce que, plus elles duraient, plus il était difficile de les supprimer, à moins que les entreprises concernées par ces mesures soient alors devenues plus compétitives sur les marchés internationaux. Il estimait que l'analyse des politiques de développement devrait incorporer le fait que l'objectif évident était de supprimer les MIC à terme. Si un pays souhaitait lever ces mesures, il pourrait le faire dans les secteurs où il était probablement compétitif et réduire ce faisant sa dépendance à l'égard de l'entreprise effectuant les investissements, laquelle devrait être alors en mesure de trouver des débouchés. En d'autres termes, de nouveaux

débouchés et un degré suffisant de compétitivité sur les marchés internationaux devraient permettre de supprimer les MIC.

34. Il a souscrit au commentaire de l'Inde selon lequel le processus de développement était une entreprise de très longue haleine. Mais il était important que ce processus soit mené de telle façon que le développement puisse intervenir non seulement sur le court terme, mais aussi sur le moyen et le long termes. Cela impliquait un certain niveau de compétitivité et d'efficacité. Quant à l'observation du Brésil concernant la question de savoir comment les MIC pouvaient léser les intérêts d'autres Membres, il a souligné que, dans la mesure où un nouvel investissement était effectué et que des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale étaient imposées, les entreprises qui avaient un intérêt dans l'exportation vers le pays concerné pourraient perdre des débouchés commerciaux. Toutefois, ces effets étaient difficiles à cerner parce qu'il n'y avait pour commencer aucune assurance que ces débouchés auraient existé.

35. La représentante de Cuba a souscrit aux commentaires formulés par le Brésil et l'Inde quant à la nécessité de redresser les déséquilibres actuels de l'Accord sur les MIC. De l'avis de sa délégation, l'argument selon lequel les règles existantes offraient au pays en développement une flexibilité suffisante pour poursuivre leurs politiques de développement était en contradiction avec les demandes formulées depuis longtemps par les pays en développement au sujet de ces questions et d'autres problèmes de développement. Elle a attiré l'attention du Comité sur le débat de fond concernant la "dimension développement" qui avait récemment pris place au sein du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement, débat au cours duquel plusieurs pays en développement, dont le sien, avaient à nouveau exposé leurs préoccupations concernant certaines des questions examinées par le Comité des MIC.

36. La représentante de l'Australie a indiqué qu'elle avait plusieurs questions à poser au sujet des propositions qui étaient examinées. Premièrement, quelles étaient les MIC qui restaient à notifier ou les pays qui avaient des MIC qu'ils souhaitaient notifier? Deuxièmement, y avait-il des propositions spécifiques sur la façon dont l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC devrait être amendé? Troisièmement, la proposition du tiret 39 était-elle compatible avec les dispositions de l'article III du GATT? Quatrièmement, en quoi la proposition présentée dans le tiret 40 ajoutait-elle quelque chose aux droits existants dans le cadre de l'OMC? Sa délégation attendait avec intérêt les réponses des initiateurs des propositions à ces questions.

37. Le Comité a pris note des déclarations faites et il est convenu de revenir sur ce point de l'ordre du jour lors de sa prochaine réunion, prévue le 14 octobre. Il a été également convenu que le Président convoquerait une réunion informelle avant cette date afin d'examiner les nouvelles communications. Le Président a exhorté les délégations qui avaient exprimé l'intention de présenter des propositions à le faire aussi rapidement que possible.

C. TRAVAUX PRÉPARATOIRES EN RAPPORT AVEC LE PARAGRAPHE 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

38. Le Président a rappelé qu'aux termes des dispositions du paragraphe 18 du Protocole d'accession de la Chine, le Comité des MIC était invité à examiner, conformément à son mandat, la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du Protocole. L'examen devait avoir lieu dans un délai d'un an à compter de l'accession de la Chine, sur la base des renseignements pertinents fournis par la Chine, ainsi que le spécifiaient les sections 3 et 8 de l'Annexe 1A du Protocole. Le Comité des MIC devait présenter un rapport sur les résultats de son examen au Conseil du commerce des marchandises, qui devait à son tour présenter un rapport au Conseil général d'ici à la fin de l'année. Pour se conformer à ces instructions, il fallait que le Comité des MIC adopte son rapport au CCM lors de sa réunion d'octobre au plus tard. Il a rappelé que, lors

de sa dernière réunion, le Comité avait décidé que le Président tiendrait des consultations informelles avec les parties concernées afin de déterminer la meilleure façon de procéder à l'examen afin que le Comité puisse exécuter sa tâche. Sur la base des contacts qu'il avait eus à ce sujet, il proposait de donner davantage de temps aux parties concernées pour leur permettre de poursuivre leurs consultations et, dès que des faits nouveaux interviendraient, il organiserait une réunion informelle ouverte à tous pour tenir les Membres au courant et leur donner la possibilité de formuler des observations sur le résultat des consultations.

39. Le représentant de la Chine a indiqué qu'il doutait que le Comité soit tenu "d'adopter" un rapport lors de la réunion d'octobre. Il n'était pas sûr de la signification donnée au terme "adopter" et de ce qu'il impliquait. Selon ce que la Chine comprenait, un rapport signifiait un compte rendu de la réunion du Comité des MIC. Si un rapport devait être adopté, il y aurait probablement un processus de négociation, ce qui était inacceptable pour la Chine.

40. La représentante des États-Unis a indiqué, que compte tenu du fait que la dernière réunion de l'année du Comité des MIC devait se tenir le 14 octobre et que son rapport devait être intégré au rapport du Conseil du commerce des marchandises, il faudrait que, pour faciliter l'examen, la Chine fournisse rapidement les renseignements pertinents afin qu'ils puissent être traduits et communiqués aux Membres bien avant la réunion. Les Membres devront de leur côté communiquer très rapidement leurs questions à la Chine pour qu'elle puisse disposer d'un temps suffisant pour leur répondre à l'avance et qu'il soit possible de traduire et de distribuer également ses réponses. Pour que le Comité puisse procéder à un examen sérieux lors de sa réunion d'octobre, il ne fallait pas qu'il diffère davantage l'établissement de certains paramètres. Elle a demandé au Président de poursuivre aussi rapidement que possible les consultations avec la Chine et les autres Membres sur cette question.

41. Le représentant de la Chine a pris note de la déclaration des États-Unis, qu'il considérerait comme une simple proposition. Il a indiqué que tout ce qui allait au-delà des dispositions du paragraphe 18 du Protocole d'accession ne serait pas acceptable pour la Chine.

42. Le représentant des Communautés européennes a souligné qu'il s'agissait là d'une question horizontale. D'autres comités de l'OMC s'occupaient de cette question et ils trouveraient certainement une formule qui guiderait le Comité des MIC pour la conduite de ses travaux futurs. Sa délégation escomptait que les débats de la réunion d'octobre seraient fructueux et il a invité toutes les délégations à bien se préparer pour cette réunion. Il a annoncé que sa délégation soumettrait sous peu des questions à la Chine. Les CE souhaitaient que s'instaure un processus pragmatique et méthodique qui permettrait d'apporter des réponses en temps voulu.

43. Le Président a proposé de poursuivre les négociations informelles sur cette question et, si nécessaire, d'y revenir lors d'une réunion informelle avant le mois d'octobre. Au sujet de l'observation de la Chine concernant l'adoption du rapport, il a cité le paragraphe 18 du Protocole d'accession, qui prévoyait que le Comité élabore un rapport. Comme les CE, il a estimé que c'était une question horizontale et que le Comité des MIC devrait tenir compte de ce fait.

44. La représentante des États-Unis a indiqué que, si sa délégation estimait elle aussi qu'il s'agissait d'une question horizontale, il y avait certains éléments dont le Comité des MIC devait s'occuper. Elle espérait que le Président pourrait aussi aborder ces éléments dans ses consultations, sans préjudice de toute autre consultation qui pourrait avoir lieu au niveau horizontal.

45. Le Comité a pris note des déclarations et il a souscrit à la proposition du Président concernant la façon de procéder au sujet de cette question.

D. AUTRES QUESTIONS

46. Aucune observation n'a été formulée.

Date de la prochaine réunion

47. Le Comité a décidé de tenir sa prochaine réunion le 14 octobre 2002.
